

Le Canada et le mythe de la globalisation

Un livre de Linda McQuaig* : The Quick and the Dead (les vivants et les morts)

Partage international n° 75 - Novembre
1994

par Diana Gold Holland

« *Le véritable danger des années 90* », selon Linda McQuaig, journaliste canadienne, « *aussi terrible que la tyrannie de l'oppression politique, c'est la tyrannie du marché.* » Dans son premier ouvrage, *The Quick and the Dead* (les Vivants et les morts), L. McQuaig poursuit en expliquant comment le peuple canadien s'est fait abusé en promulguant, en 1989, l'Accord de libre-échange avec les Etats-Unis, en dépit de l'incapacité du gouvernement Mulroney d'obtenir des députés américains l'adoption de règles précises qui régiraient le commerce entre les deux partenaires et contribueraient à protéger l'industrie, la souveraineté et la culture canadiennes. L. McQuaig explique comment un transfert majeur de pouvoir a été manigancé, de la société dans son ensemble à un petit groupe d'intérêts privés qui contrôlent les capitaux d'un nombre réduit de grandes entreprises dominant le marché international. Elle démontre également comment le gouvernement Mulroney et les puissants intérêts du monde des affaires canadien ont adopté une politique visant à concentrer la richesse dans les mains de quelques-uns, aux dépens de la majorité.

Les partisans du libre-échange ont justifié cet accord en évoquant le brillant avenir que nous offre le monde des ordinateurs et des télécommunications, où les informations financières et commerciales se transmettent en une fraction de seconde. En réalité, dans un monde de mobilité instantanée, il y aura toujours un pays plus pauvre, plus affamé, plus désespéré, prêt à davantage de concessions et à moins d'exigences. En fait, la « *loi du marché* » est un retour au capitalisme sauvage du XVIII^e siècle, à « *que le meilleur gagne* », au « *chacun pour soi* », avec son équivalent moderne d'usines à la Dickens, où règnent la misère humaine et la dégradation sociale.

L'économie libérale et le néo-conservatisme de Margaret Thatcher et de Ronald Reagan n'ont présenté que peu d'attrait pour une bonne part du public canadien, avec sa tradition de fair-play et de coopération internationale. L'emploi d'un stratagème basé sur le marketing était donc nécessaire pour vendre l'accord aux électeurs. D'où le terme « *globalisation* », qui n'est que le bon vieux commerce mondial traditionnel revêtu d'un costume à la fois plus moderne et plus sinistre. De toute évidence, les Canadiens seraient contraints à faire d'importantes concessions s'ils pensaient faire partie de la vague inéluctable de l'avenir. Alors que l'horizon s'assombrissait pour l'homme de la rue, les mesures d'austérité seraient ainsi plus facilement acceptées par une population se croyant menacée par les « *forces irréductibles du marché mondial* ».

Est-il vraiment sage, demande L. McQuaig, de remettre son avenir entre les mains de forces internationales nébuleuses, qui s'enorgueillissent de la rapidité avec laquelle elles peuvent transférer leurs investissements et leurs usines ? Etant le plus grand partenaire commercial des Etats-Unis, le Canada pourrait contrôler l'accès à ses marchés, en insistant sur la fabrication locale, sur les quotas d'emplois, etc.. Au lieu de cela, visant à intégrer le marché de la concurrence internationale, le Canada a volontairement adopté des mesures sévères, similaires aux « *ajustements structurels* » imposés par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international aux pays les moins avancés : déréglementation et privatisation de l'industrie, taux d'intérêt réels élevés et avantages fiscaux pour attirer les investisseurs, le tout combiné à un impôt régressif pour la classe moyenne et les pauvres, et à des compressions budgétaires dans le secteur social et les services. A chaque étape, les riches ont récolté les bénéfices immédiats, prêchant aux autres d'avalier la pilule et d'attendre que les bénéfices, s'il en reste, leur parviennent à leur tour. L'ancien sénateur Eugene Forsey, une figure légendaire, estime que le libre-échange n'est qu'« *un nom fantaisiste pour désigner la plus grande mise en scène internationale jamais montée par les riches pour plumer les pauvres* ».

Et que s'est-il passé depuis que l'Accord de libre-échange est entré en vigueur en janvier 1989 ? Tout d'abord, le secteur manufacturier a connu une perte nette de 400 000 emplois. Plus de 93 % des sommes investies au Canada ont servi à racheter des affaires

existantes, et non à établir de nouvelles entreprises créatrices d'emplois. En conséquence, 33 groupes industriels clés au Canada sont maintenant contrôlés par des intérêts étrangers, alors que pas une seule industrie n'a subi ce sort aux Etats-Unis et au Japon. Le produit intérieur brut a dégringolé.

Essentiellement, la plupart des indicateurs économiques sont à la baisse, le taux de chômage est demeuré obstinément élevé et le niveau de vie a chuté rapidement. Alors que le mirage du libre-échange s'évanouit et que le contrôle économique leur glisse entre les mains, les laissant confus, en colère et amers, les Canadiens commencent à questionner la légitimité de la rhétorique que le gouvernement et les grandes entreprises leur ont servie.

En outre, nos politiciens et nos personnages publics ont publiquement tempêté contre les coûts sociaux, tout en s'accordant tranquillement toutes sortes d'avantages, allant des rémunérations en forte hausse — alors que les travailleurs ordinaires voient leur salaire diminuer — aux déductions d'impôt pour les riches et les chefs d'entreprise, réduisant le revenu de l'Etat de plus de 8 milliards de dollars par an.

Il y a peu de temps encore, seules quelques voix aux Nations unies proclamaient, sans succès, que le style de vie occidental basé sur la consommation avait atteint sa limite, la planète ne pouvant simplement pas le supporter à une plus grande échelle. Maintenant, Andrew Willman lui-même, gourou de la « *libre entreprise* » chez Noram Capital Management Inc. à Toronto, critique l'érosion de la richesse au Canada. Il l'attribue en partie à une crise de gestion gouvernementale, due à une « *absence de vision* » parmi les leaders des nations. Récemment, lors d'une conférence sur la crise de l'emploi dans les années 1990, des ONG et de grands leaders syndicaux ont

unaniment demandé un nouvel ensemble de priorités, plus humaines, plus équitables et plus sensées. D'un point de vue plus large, le dernier rapport annuel sur le développement humain des Nations unies avance l'idée d'un « *impôt mondial sur la richesse* » ; les nations dont l'ensemble de la population gagnerait plus de 10 000 \$ US par an et par personne donneraient 1 % de leur PNB pour secourir les nations les plus pauvres.

Se pourrait-il qu'un nouveau réalisme se fasse jour dans les différentes sphères de la société, alors qu'il devient de plus en plus évident que la façon traditionnelle de faire des affaires ne fonctionne plus ? Se pourrait-il que, partout dans le monde, les gens commencent à sentir leur possibilité d'échapper à une vision de la réalité qu'ils n'ont pas créée et qu'ils ne se soucient pas de soutenir, et qu'ils sentent leur capacité de créer un nouvel équilibre ? Se pourrait-il que le sens de l'unité commence à se répandre dans le village planétaire, et que le véritable partage se trouve au prochain tournant ? « *Laissez-moi vous montrer* », dit Maitreya dans un de ses premiers Messages, « *le chemin de l'avenir vers une vie plus simple, où nul homme ne manque de rien ; où chaque jour est unique ; où la joie de la fraternité se manifeste parmi tous les hommes.* »

*Auteur de *The Quick and the Dead*, éd. Penguin 1991. Linda McQuaig a publié, en 1993, un autre livre sur le démantèlement des programmes sociaux au Canada.

Canada **Auteur** : Diana Gold Holland, collaboratrice de Share International, vit à Vancouver (Canada).

Thématiques : [politique](#), [Économie](#)

Rubrique : [Compte rendu de lecture](#) ()